

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Chine & Mongolie

Une publication du SER de Pékin
Semaine du 18 mars 2024

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

Activité : stabilisation de l'activité économique en janvier et février

Immobilier : la situation du secteur est toujours aussi dégradée en ce début d'année

Banque et finance [\(ici\)](#)

Marchés : publication de quatre textes relatifs à la régulation des marchés financiers

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Investissements : la Chine annonce de nouvelles mesures pour attirer les investissements étrangers

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Innovation : la Chine en bonne position dans l'édition 2023 de l'Indice des brevets publié par l'Office européen des brevets (OEB)

Automobile : plusieurs vice-ministres chinois annoncent la publication prochaine de mesures sur le développement de l'industrie des VEN

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Environnement : précisions sur les zones écologiques délivrées par le Conseil des Affaires de l'Etat

Eau : un règlement sur la conservation de l'eau instaure des obligations dans les secteurs industriel et agricole notamment

Energie : rumeurs sur des licenciements massifs chez le géant du solaire Longi

Aéronautique : l'EASA prendra « le temps nécessaire » pour certifier le C919 de COMAC

Aéronautique : la CAAC publie un nouveau rapport sur le crash du vol MU5735

Agriculture et agro-alimentaire [\(ici\)](#)

Livraison de repas à domicile : un marché en plein essor

Vins et spiritueux : les opérateurs confrontés à un marché chinois en mutation

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong [\(ici\)](#)

Sécurité nationale : la loi sur la sécurité nationale « Article 23 » entrera en vigueur dès le 23 mars 2024

Attractivité : Sheikh Ali Al Maktoum, neveu de l'Emir de Dubaï, ouvre un family office à Hong Kong

Emploi : le taux de chômage reste stable à 2,9%

Taiwan [\(ici\)](#)

Marché financier : les autorités taiwanaises craignent une bulle des ETF

Semi-conducteurs et AI : Taiwan peut-elle s'affranchir de l'énergie nucléaire ?

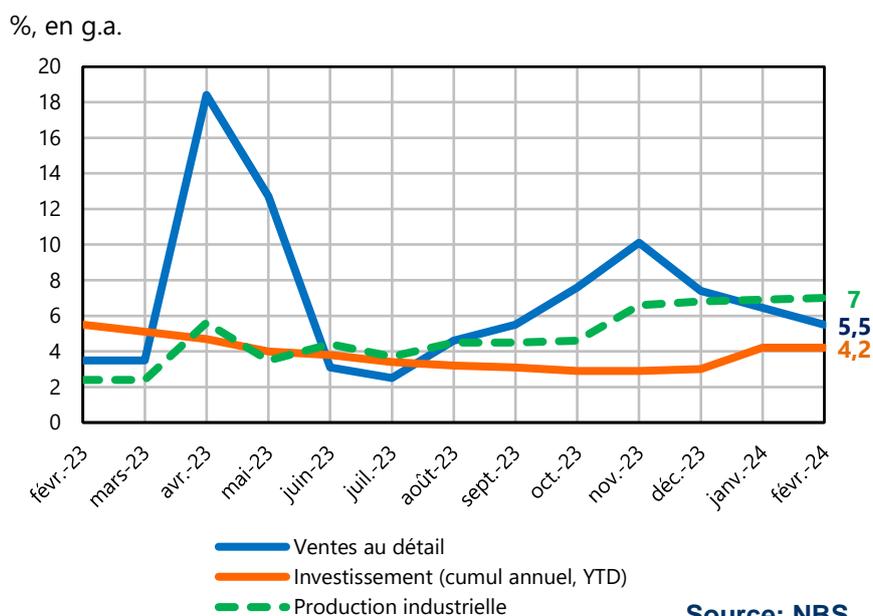
Chine continentale

Conjoncture

Activité : stabilisation de l'activité économique en janvier et février

Le Bureau National des Statistiques (NBS) a [publié](#) cette semaine les chiffres d'activité pour les mois de janvier et février. La croissance de la production industrielle s'établit à 7 % (après 6,8 % en décembre) et dépasse largement la prévision du consensus Bloomberg (5,2 %). La croissance de l'investissement est également en hausse (+4,2 %, après +3 % en 2023), tirée par les investissements industriels et en infrastructures. La croissance des ventes au détail se stabilise à 5,5 %.

Principaux indicateurs mensuels de conjoncture



Croissance en g.a. d'une sélection d'indicateurs tirés des ventes au détail, de la production industrielle, et des investissements

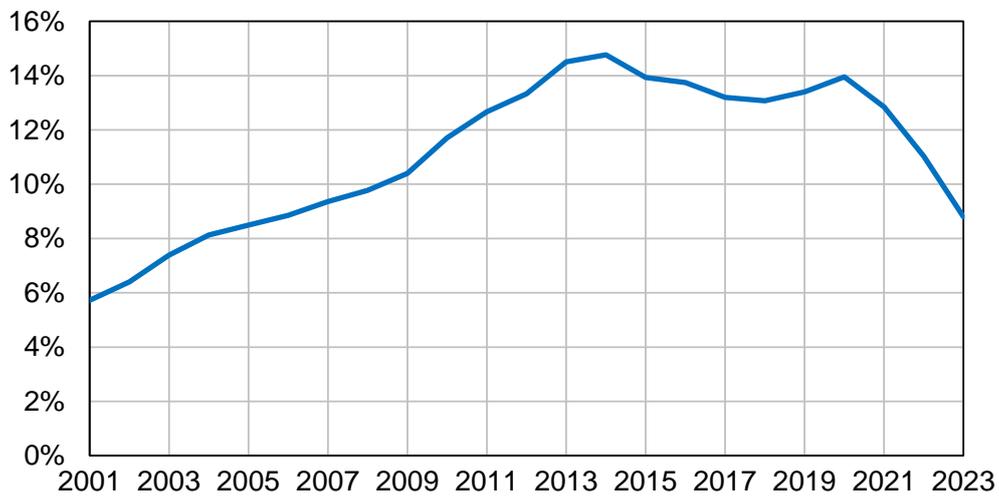
		Décembre 2023	Janvier- Février 2024
Ventes au détail	Restauration	30 %	12,5 %
	Alimentation	5,8 %	9 %
	Tabac & Alcool	8,3 %	13,7 %
	Automobiles	4 %	8,7 %
Production industrielle	Secteur manufacturier	7,1 %	7,7 %
	Secteur public	7,3 %	5,8 %
	Automobiles	20 %	9,8 %
	<i>Dont VEN (en unités produites)</i>	43,7 %	25,6 %
Investissement (g.a., cumul de janvier à date)	Secteur public	6,4 %	7,3 %
	Secteur privé (dont immobilier)	-0,4 %	0,4 %
	Secteur manufacturier	6,5 %	9,4 %
	<i>Dont automobile</i>	19,4 %	7 %

Immobilier : la situation du secteur est toujours aussi dégradée en ce début d'année

L'ensemble des indicateurs relatifs au secteur immobilier continue à se détériorer en ce début d'année 2024, en dépit des mesures de soutien mises en œuvre par les autorités.

L'investissement immobilier recule de 9 % en janvier-février 2024 par rapport à la même période de l'an dernier. Les ventes de logements (en superficie) reculent de 24,8 % (contre -8 % en 2023). Les fonds dont disposent les promoteurs sont en baisse de 24,1 % en g.a. en janvier-février (contre -13,6 % sur l'ensemble de l'année 2023). Enfin, l'achèvement des chantiers enregistre une dégradation, avec une baisse de -20 % de la superficie des logements achevés en ce début d'année (contre une hausse de 17 % en 2023).

Investissement immobilier en Chine (en % du PIB)



Source: NBS

S'agissant des prix de vente, les données officielles du NBS indiquent que les prix dans le neuf et l'ancien sont en baisse d'un mois sur l'autre comme en glissement annuel. En particulier, les prix de vente dans l'ancien sont en baisse de 6,3 % dans les villes de rang 1, et de 5,1 % dans les villes de rang 2 et 3.

Banque et finance

Marchés : publication de quatre textes relatifs à la régulation des marchés financiers

Le 15 mars, la China Securities Regulatory Commission (CSRC) a publié [quatre "avis"](#), visant à expérimenter de nouvelles règles pour les marchés financiers. Le premier texte réglemente les entrées en bourse (IPO), et prévoit de :

- Contrôler la qualité des déclarations des entreprises envisageant d'être cotées et la qualité des informations fournies
- Affirmer la responsabilité des plateformes dans la lutte contre la fraude
- Améliorer l'interconnexion entre les marchés pour les nouvelles entreprises et le *main board*, « examiner strictement » les entreprises non rentables à ce titre
- Ajuster l'ampleur des levées de fonds aux besoins de l'entreprise

Le deuxième s'applique aux sociétés déjà cotées et prévoit notamment de renforcer (i) le contrôle sur la divulgation des informations (en « punissant sévèrement » les fraudes) et (ii) l'encadrement des dividendes.

Le troisième s'applique aux sociétés de valeur mobilières. Il s'agit de :

- Accorder plus d'attention au rendement à long terme
- Renforcer le système de contrôle des risques et améliorer la répression pénale des fraudes
- Promouvoir un « développement écologique » du secteur
- Développer « vigoureusement » les fonds actions

Le dernier s'applique à la CSRC elle-même. Il rappelle la direction globale du Parti sur le marché des capitaux, et l'objectif de sauvegarder les droits et intérêts légitimes des petits et moyens investisseurs. Les agents de la CSRC « assument des responsabilités importantes » et doivent « prendre conscience de leurs responsabilités ». La lutte contre la corruption est réaffirmée.

Ces publications interviennent dans un contexte difficile pour les marchés chinois, et participent des efforts des autorités pour « restaurer la confiance » dans ce domaine.

Echanges et politique commerciale

Investissements : la Chine annonce de nouvelles mesures pour attirer les investissements étrangers

Le 19 mars 2024, le Conseil des Affaires de l'Etat [a publié](#) un plan d'action composé de 24 nouvelles mesures pour attirer les investissements étrangers. Ce plan s'ajoute aux 24 points [présentés](#) le 13 août 2023 par le Conseil des Affaires de l'État, qui visaient également à renforcer l'attractivité de la Chine auprès des entreprises étrangères. La circulaire publiée cette semaine se décompose en 5 grandes orientations :

1. Faciliter l'accès au marché et accroître l'ouverture aux investissements étrangers ;
2. Renforcer les politiques d'attractivité des investissements étrangers ;
3. Optimiser les conditions de concurrence équitable et améliorer les services offerts aux entreprises étrangères ;
4. Encourager la diffusion de l'innovation et promouvoir la coopération en matière d'innovation entre entreprises chinoise et étrangères ;
5. Améliorer les réglementations nationales pour s'aligner davantage sur les standards internationaux en matière économique et commerciale.

Pour rappel, les flux d'investissements directs étrangers entrants en Chine ont diminué de -80 % en 2023, à 33 Mds USD selon les données officielles publiées par la SAFE, tandis que les divers sondages réalisés auprès des entreprises étrangères implantées en Chine témoignent d'une récente dégradation du climat des affaires.

Retour au sommaire [ici](#)

Industrie et numérique

Innovation : la Chine en bonne position dans l'édition 2023 de l'Indice des brevets publié par l'Office européen des brevets (OEB)

Le 19 mars, l'Office européen des brevets (OEB) a [publié](#) l'édition 2023 de son Indice des brevets. D'après l'OEB, 199 275 demandes de brevets ont été déposées l'année dernière, soit une augmentation de 2,9 % par rapport à 2022 et le nombre le plus élevé à ce jour.

La Chine est le 4^{ème} pays demandeur (20 735 dossiers), derrière les États-Unis, l'Allemagne et le Japon, et devant la Corée du Sud ainsi que la France. L'OEB note que la croissance des demandes de brevets a surtout été portée par la Corée du Sud (+21 %) et la Chine (+8,8 %). Les demandes de brevets de la Chine auraient même plus que doublé depuis 2018.

Au niveau des entreprises, Huawei était le premier déposant auprès de l'OEB en 2023, pour la cinquième fois depuis 2017. Aucune autre entreprise chinoise ne figure dans le classement des 10 principaux déposants.

Automobile : plusieurs vice-ministres chinois annoncent la publication prochaine de mesures sur le développement de l'industrie des VEN

Lors du forum EV100 tenu le 16 mars, plusieurs vice-ministres chinois ont [annoncé](#) la publication prochaine de mesures sur le développement de l'industrie des véhicules à énergies nouvelles (VEN).

Shan Zhongde, vice-ministre de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT), a évoqué une surveillance plus stricte des investissements dans la fabrication de véhicules électriques (limitation de l'expansion « aveugle » des projets) et la publication de réglementations spécifiques pour les activités de fusion et de réorganisation. Ces propos rejoignent ceux du vice-ministre du MIIT Xin Guobin ([voir brèves du SER de Pékin – semaine du 22 janvier 2024](#)) et du président de Li Auto, Li Xiang ([voir brèves du SER de Pékin – semaine du 19 février 2024](#)).

Sheng Qiuping, vice-ministre du Commerce (MofCom), a affirmé que les primes d'assurances sur les VEN pourraient être réduites afin d'améliorer les services de maintenance et la satisfaction des clients. En parallèle, de nouvelles mesures incitatives seront introduites pour encourager le remplacement de véhicules anciens par des VEN.

Qin Haixiang, vice-ministre du Logement et du Développement urbain et rural (MOHURD), a déclaré que le gouvernement central visait à rénover 50 000 communautés résidentielles cette année. Cela comprendra l'installation d'infrastructures publiques de recharge pour les VEN.

[Retour au sommaire ici](#)

Développement durable, énergie et transports

Environnement : précisions sur les zones écologiques délivrées par le Conseil des Affaires de l'Etat

Le 17 mars, le Conseil des Affaires de l'Etat et le Comité Central du Parti ont publié des [orientations sur la gestion des zones écologiques](#), dans lesquelles les activités humaines sont restreintes ou interdites. Les orientations expliquent notamment comment mettre en œuvre les « trois lignes » écologiques, dont la mise en place a débuté fin 2021, et qui doivent être parachevées en 2035 : les lignes rouges de protection écologique (voir [Brèves du 1er mai 2023](#)), la ligne de qualité environnementale, la ligne de plafonnement de l'utilisation des ressources. La gestion doit s'appuyer sur quatre principes : cohérence entre écologie et développement vert, prévention à la source et protection systématique, renforcement du contrôle et de l'application de la loi, responsabilisation des différents échelons de gouvernance et coordination. Elles mettent aussi en avant le lien entre ces lignes écologiques et l'activité économique : les industries clés doivent être relocalisées dans des zones avec davantage de ressources, les industries traditionnelles doivent se verdir, les infrastructures environnementales doivent être améliorées dans les parcs industriels. Pour renforcer les capacités sur le zonage écologique, des « garanties financières » seront proposées, et pour inciter les cadres dirigeants à mettre en œuvre le zonage écologique, les cas de réussite seront promus et les cas d'échec affichés. Ces orientations s'inscrivent dans la lignée des lois sur la protection des fleuves Yangtsé et Jaune (voir [Brèves du 4 janvier 2021](#) et du [31 octobre 2022](#)), du plateau Qinghai Tibet (voir [Brèves du 1er mai 2023](#)), de l'environnement marin (voir [Brèves du 9 janvier 2023](#)) et de 43 autres réglementations.

Eau : un règlement sur la conservation de l'eau instaure des obligations dans les secteurs industriel et agricole notamment

Le 23 février, le Conseil des Affaires de l'Etat a adopté un [règlement sur la conservation de l'eau](#), qui doit entrer en vigueur le 1er mai 2024. Pour rappel, un plan sur la sécurité de l'eau avait été publié en 2022 (voir [Brèves du 10 janvier 2022](#)), dans ce pays qui abrite 20 % de la population pour seulement 7 % des ressources en eau douce. Ces nouvelles règles appellent notamment à économiser l'eau utilisée dans l'industrie, l'agriculture, l'aménagement paysager urbain, les zones urbaines. Dans l'industrie : éliminer les technologies, produits et processus intensifs en eau, renforcer les exigences d'économie de l'eau pour les entreprises, utiliser exclusivement de l'eau recyclée pour certains processus, interdire les nouveaux projets industriels à forte consommation d'eau dans les zones en stress hydrique, instaurer des quotas de consommation de l'eau pour les entreprises (avec une amende jusqu'à 100 000 RMB en cas de dépassement, voire des coupures d'eau). Dans l'agriculture : plantes des cultures

résistantes à la sécheresse, généraliser des techniques de conservation de l'eau et d'irrigation économe, utiliser de l'eau recyclée. Le développement des villes éponges et du dessalement de l'eau de mer est encouragé. Ce règlement appelle également à revoir le mécanisme de formation des prix de l'eau en fonction de critères économiques, sociaux et de rareté de la ressource, et à augmenter progressivement le prix de l'eau non résidentielle ; à certifier les produits économes en eau ; à prévoir des plans et des installations d'économie de l'eau dans les projets de construction. Des subventions sont prévues pour les projets à fins agricoles qui économisent l'eau, les institutions financières sont encouragées à accroître leur soutien aux projets d'économie d'eau, le développement des entreprises capables de fournir des services d'économie de l'eau est recherché. Les responsabilités des différents ministères sont également précisées (MWR pour les travaux nationaux, MoHURD pour les eaux urbaines, MIIT / MARA / NDRC / MNR / SASAC / MoE également concernés). A noter que le secteur de l'énergie, et particulièrement du charbon, deuxième consommateur d'eau après l'agriculture en Chine, n'est pas spécifiquement mentionné.

Energie : rumeurs sur des licenciements massifs chez le géant du solaire Longi

D'après [Bloomberg](#), qui cite « plusieurs sources familières du dossier », le géant du photovoltaïque Longi Solar s'apprêterait à licencier 30 % de ses employés (80 000 effectifs au plus haut l'année dernière). Cette annonce intervient dans un contexte de difficultés pour l'industrie du solaire chinoise, après des années d'expansion effrénée.

Le porte-parole de Longi Solar a démenti cette information dès le lendemain auprès de [PV Magazine](#), évoquant plutôt le licenciement de 5 % des effectifs, ce qui concernerait donc tout de même plusieurs milliers d'employés.

Aéronautique : l'EASA prendra « le temps nécessaire » pour certifier le C919 de COMAC

L'agence européenne de la sécurité aérienne (EASA) pourrait prendre plusieurs années avant d'approuver le C919 du constructeur chinois COMAC. Son directeur exécutif par intérim Luc Tytgat a prévenu qu'un tel processus de certification serait long et complexe : « l'autorité européenne prendra le temps nécessaire pour approuver l'avion de ligne chinois C919 », a-t-il déclaré [à Reuters](#). D'après M. Tytgat, COMAC avait initialement demandé l'approbation européenne en 2019 avant que la pandémie de COVID-19 n'interrompe les travaux. L'avionneur aurait ensuite relancé la demande en novembre, souhaitant que les travaux soient achevés d'ici 2026.

"Honnêtement, je ne sais pas encore si nous serons en mesure de le faire : l'avion est trop nouveau pour nous pour savoir si ce sera facile ou difficile", a-t-il déclaré lors d'un entretien au siège de l'EASA à Cologne. "Depuis 2019, les travaux se sont poursuivis en Chine et nous devons maintenant être informés des changements [...]. Pour nous, ce sera un gros travail de

reconnexion et de familiarisation avec ce à quoi ressemble l'avion aujourd'hui".

L'avionneur COMAC cherche à obtenir la reconnaissance de régulateurs étrangers comme l'EASA pour accéder aux marchés internationaux. Pour l'instant, aucune compagnie européenne n'a fait pression pour accélérer le processus. Le C919 continue par ailleurs sa tournée promotionnelle en Asie du Sud-Est en quête de premiers clients (voir [Brèves hebdomadaires du SER de Pékin - Semaine du 29 janvier 2024](#)).

Aéronautique : la CAAC publie un nouveau rapport sur le crash du vol MU5735

Deux ans jour pour jour après l'accident du vol MU5735 de China Eastern Airlines le 21 mars 2022 (voir [Brèves hebdomadaires du SER de Pékin - Semaine du 27 mars 2023](#)), l'administration de l'aviation civile de Chine (CAAC) [a publié](#) un « rapport sur l'état d'avancement de l'enquête ».

[D'après](#) le rapport, l'équipage, le personnel de cabine, le personnel de maintenance et le personnel du contrôle de la navigation aérienne possédaient les qualifications et l'expérience adéquates. L'aéronef, y compris la structure de la cellule et le moteur, ainsi que les communications radio et le contrôle-commande, n'ont présenté aucune anomalie. La CAAC a également déclaré qu'il n'y avait pas de phénomènes météorologiques dangereux dans l'espace aérien et sur l'itinéraire du vol, et qu'il n'y avait aucune marchandise dangereuse ni dans le fret ni dans les bagages.

« À l'avenir, l'équipe d'enquête technique continuera à effectuer des vérifications expérimentales et des analyses des causes, et à publier les informations pertinentes en temps opportun en fonction des progrès de l'enquête », conclut le rapport.

Agriculture et agro-alimentaire

Livraison de repas à domicile : un marché en plein essor

Le marché chinois de la livraison de repas a doublé sa taille au cours des trois dernières années pour atteindre [1,5 milliard RMB](#), soit 192 MEUR. Le recours à ce service s'est considérablement amplifié à la faveur de l'épidémie de COVID et continue sa croissance compte tenu de la capacité des opérateurs à livrer en des temps limités et sur des plages horaires très longues. En toile de fond, ce développement est également lié au fait que les Chinois en zone urbaine cuisinent de moins en moins leur alimentation au quotidien.

Cependant, les livreurs à l'origine de cette industrie en plein essor sont confrontés à de bas salaires, à de longues heures de travail supplémentaires et aux accidents de la route. Le gouvernement chinois intervient pour appliquer de nouvelles directives que les employeurs comme Meituan (application de livraison de repas à domicile) et Didi (application de taxi et de covoiturage) doivent respecter pour s'assurer que les chauffeurs puissent prendre des congés et gagner suffisamment pour respecter les lois sur le salaire minimum.

Vins et spiritueux : les opérateurs confrontés à un marché chinois en mutation

La foire des vins de Chengdu s'est tenue du 20 au 22 mars. C'est la plus grosse exposition de ce secteur en Chine ; 51 exposants français étaient hébergés sur un pavillon Taste France dans le hall des vins étrangers. Tous les exposants étaient des vignerons français, importateurs ou distributeurs chinois avec une longue expérience du marché chinois. Tous ressentent déjà l'impact de la croissance économique mitigée de la Chine sur leurs ventes.

Les opérateurs qui continuent néanmoins à bien vendre sont ceux qui font confiance aux conseils de leurs importateurs et distributeurs expérimentés qui suivent les tendances du marché. Ils ont su adapter leurs vins aux goûts du marché chinois. Les vins blancs doivent être dépourvus d'acidité. Les vins rouges qui se vendent bien en Chine ont une couleur très sombre, un taux d'alcool élevé mais un goût souple et dépourvu de tannins. Les vignerons qui souhaitent rester compétitifs sur le marché chinois doivent donc mettre au point des recettes, bouteilles et étiquettes spécifiques pour attirer le consommateur chinois avec un produit parfois très différent de celui vendu sur leur marché domestique.

Le problème de la contrefaçon persiste avec une difficulté de plus en plus grande à repérer les fausses bouteilles. En effet, les produits originaux et leur conditionnement pensés pour le marché chinois divergent de façon flagrante des produits de marque identique en France. Les circuits de distribution complexes et la mise en bouteille en Chine de vins importés en vrac permettent aux faussaires de faire des mélanges que seule une analyse chimique permettrait de repérer.

Retour au sommaire [ici](#)

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Sécurité nationale : la loi sur la sécurité nationale « Article 23 » entrera en vigueur dès le 23 mars 2024

La nouvelle loi sur la sauvegarde de la sécurité nationale de Hong Kong « Article 23 », ajout à la loi existante votée par Pékin en juin 2020, entrera en vigueur le 23 mars, après son approbation express par le Conseil législatif le 19 mars. Cette loi comprend 39 infractions réparties en 5 catégories : la trahison ; l'insurrection (incluant l'incitation à la mutinerie et les actes avec intention séditeuse) ; le sabotage ; l'ingérence externe ainsi que le vol de secrets d'État et l'espionnage.

Selon le Bureau des affaires de Hong Kong et de Macao, cette législation n'aura pas d'impact sur les opérations commerciales normales, ni sur la libre circulation de l'information.

M. Peter LEE et M. Martin LEE (co-présidents de Henderson Land, l'un des plus gros promoteurs immobiliers à Hong Kong) ainsi que la Law Society de Hong Kong, les deux principales chambres de commerce à Hong Kong (Hong Kong General Chamber of Commerce et Chinese Chamber of Commerce), ont, entre autres, exprimé leur soutien à l'adoption de la loi.

Toutefois, certaines chambres de commerce étrangères (indonésienne et allemande) et locales demandent au gouvernement des éclaircissements et la mise en place d'un « centre de consultation » pour répondre à des questions concernant les risques juridiques liés aux deux lois sur la sécurité nationale.

Les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union européenne s'étaient inquiétés d'une nouvelle restriction des libertés à Hong Kong. M. Volker TÜRK, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, a également critiqué la rapidité de l'adoption de cette loi et a exprimé des préoccupations quant à ses dispositions très largement définies.

Attractivité : Sheikh Ali Al Maktoum, neveu de l'Emir de Dubaï, ouvre un *family office* à Hong Kong

Sheikh Ali Al Maktoum, neveu du Sheikh Mohammed Bin Rashid Al Maktoum, ouvre un *family office* à Hong Kong, qui gèrera 500 M USD et recherchera des opportunités en Asie dans des secteurs tels que l'intelligence artificielle, la construction, les véhicules électriques, le tourisme et la fintech. En 2023, Deloitte a estimé qu'il y avait 2 700 *single family offices* à Hong Kong. Le chef de l'exécutif John LEE s'est fixé l'objectif d'attirer plus de 200 *family offices* d'ici la fin de l'année 2025. Sheikh Ali, qui détient également un *family office* à Dubaï, fait partie des invités du sommet « Wealth for Good » qui se tiendra à Hong Kong le 27 mars. Parmi les autres invités figurent des magnats mondiaux tels que Jeffrey KATZENBERG (associé fondateur de la société d'investissement WndrCo), Oliver WEISBERG (directeur général de Blue Pool Capital), le *family office* de Joe

TSAI (président de Alibaba) et Adrian CHENG (CEO de New World Development).

Emploi : le taux de chômage reste stable à 2,9%

Le taux de chômage à Hong Kong est resté stable à 2,9 % de décembre 2023 à février 2024. L'emploi total a connu une légère baisse de 2 300 pour atteindre 3 697 000, tandis que la population active a diminué de 2 700 à 3 797 000.

Selon Chris SUN, Secrétaire à l'emploi, le marché du travail restera tendu à court terme, en raison de la croissance attendue de l'économie locale.

Retour au sommaire [ici](#)

Taiwan

Marché financier : les autorités taiwanaises craignent une bulle des ETF

Les investisseurs particuliers taiwanais montrent un intérêt croissant pour les [ETF](#) (*Exchange Traded Funds*), ces valeurs cotées en bourse qui tentent de reproduire la performance d'un indice boursier. D'après le [régulateur financier de Taïwan \(FSC\)](#), le marché des ETF a atteint fin janvier 2024 plus de 4 000 Mds TWD (environ 120 Mds EUR), enregistrant une hausse de 62 % en glissement annuel. Deux de ces produits lancés ce mois-ci sur les marchés financiers taiwanais ont levé à eux seuls 223 Mds TWD (6,6 Mds EUR), soit plus de la moitié des fonds levés par des ETF en 2023 à Taïwan.

Le gouverneur de la Banque centrale taiwanaise, YANG Chin-Long, voit dans cet engouement un phénomène de bulle susceptible de déstabiliser le marché en intensifiant le risque et la volatilité.

En réponse aux interrogations des députés sur l'évolution boursière éventuellement entraînée par la hausse des achats des ETF, le chairman de la FSC, HUANG Tien-Mu, a récemment indiqué qu'environ 48 ETFs sont cotés sur TAIEX pour un montant de 1 528 Mds TWD (45 Mds EUR), représentant 2,4% de la capitalisation boursière totale. Il a affirmé ce mardi que les ETF feraient l'objet de vérifications réglementaires. La FSC serait par ailleurs en train d'étudier la faisabilité de plusieurs mesures de contrôle, à l'instar d'un plafonnement du montant des fonds pouvant être levés par un ETF.

Semi-conducteurs et AI : Taïwan peut-elle s'affranchir de l'énergie nucléaire ?

Taïwan, dont la demande en électricité est en forte croissance et alimentée à 98% par les importations d'énergies fossiles, prévoit la mise à l'arrêt définitive de ses deux derniers réacteurs nucléaires [en juillet 2024 et mai 2025](#). Le *CommonWeath Magazine* publie cette semaine [un article d'opinion](#) sur le développement du secteur de l'intelligence artificielle et ses conséquences sur la demande en électricité présentant l'énergie nucléaire comme une condition sine qua non de l'indépendance et de la compétitivité technologique de l'île.

L'intelligence artificielle nécessite l'alimentation continue de data centers ultraperformants. Ces infrastructures requièrent une alimentation « *five nines* » (stable à 99,999%), ce qui signifie que le courant ne peut y être interrompu que 5 minutes par an. Une telle stabilité est difficilement atteignable autrement que par l'énergie nucléaire, ce qui motive aujourd'hui les grands acteurs de l'intelligence artificielle comme Amazon à recourir à l'atome pour alimenter leurs centres de données.

Taïwan est doté de certains atouts dans la course aux technologies d'intelligence artificielle, sa position géographique centrale en Asie en fait notamment un lieu idéal de concentration de data centers dans la région. Reste toutefois la question de l'abondance et la qualité de l'offre électrique sur le territoire qui pourrait être réglée, comme l'indique l'auteur, avec la

mise en place d'un programme d'extension du cycle de vie des centrales et un recours aux petits réacteurs modulaires.

Retour au sommaire [ici](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Pékin

christian.gianella@dgtresor.gouv.fr, hannah.fatton@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pékin

Abonnez-vous : laureen.calcat@dgtresor.gouv.fr